

# L'éducation à l'orientation professionnelle dans l'enseignement obligatoire à temps plein en Europe

# L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE À TEMPS PLEIN

## MALTE

### Année scolaire 2007/2008

L'enseignement est obligatoire pour les élèves âgés de 5 à 16 ans. Il comprend l'enseignement primaire (pour les 5-11 ans) et l'enseignement secondaire inférieur (pour les 11-16 ans), qui est dispensé dans les *junior lyceums* et les *secondary schools*. Un certain nombre de ces *secondary schools* et *junior lyceums* sont désormais regroupés en collèges (*colleges*), lesquels ont été instaurés dans le but "d'améliorer la qualité, les normes, le fonctionnement, les initiatives et les résultats d'apprentissage dans les établissements scolaires d'État". Ces collèges "doivent réunir des établissements d'État de filles et de garçons [et] fournir des expériences et des services éducatifs dans le cadre d'un processus intégré et continu, de l'éducation préprimaire aux niveaux primaire et secondaire" (loi sur l'éducation XXIV de 1988, telle qu'amendée par la loi XIII de 2006, par. 49).

Les services d'orientation et de conseil font partie intégrante de la structure éducative au sein des collèges récemment établis. Diverses activités sont organisées par les enseignants et conseillers chargés de l'orientation afin d'assister les élèves dans leur développement global et de les doter des compétences qui leur seront nécessaires pour s'adapter aux différents changements scolaires et aux transitions qui jalonnent leur vie. Les services d'orientation dispensés durant toutes les années de scolarité obligatoire privilégient le développement personnel et social et la résolution des problèmes rencontrés par les élèves. À la fin de l'enseignement obligatoire, l'orientation scolaire a une dimension plus professionnelle, l'objectif étant de préparer les élèves à la transition du secondaire inférieur à l'enseignement général ou professionnel de niveau secondaire supérieur ou, pour certains d'entre eux, au monde du travail. En fait, les élèves ont le choix entre divers établissements d'enseignement secondaire supérieur: *Malta College of Arts Science and Technology*, *Junior College*, l'établissement d'enseignement secondaire supérieur Giovanni-Curmi, l'Institut d'études touristiques et d'autres établissements privés. D'autres optent pour l'accès direct au marché du travail, sans poursuivre leurs études au-delà de l'enseignement obligatoire.

### CADRE LÉGAL ET OBJECTIFS NATIONAUX

La mission juridiquement assignée aux services d'orientation professionnelle est définie dans la loi sur l'éducation de 1988, telle qu'amendée par la loi XIII de 2006. Ce texte "porte établissement d'une direction des services éducatifs, sous la responsabilité, la guidance et l'administration d'un directeur général. Cette direction a pour mission d'assurer le fonctionnement et la fourniture efficaces et efficients de services aux établissements scolaires d'État et aux collèges, dans un cadre prédéfini de décentralisation et d'autonomie" (loi sur l'éducation de 1988, telle qu'amendée par la loi XIII de 2006, par. 10). L'une des principales fonctions de la direction des services éducatifs (en collaboration avec les collèges et les établissements scolaires) est de fournir et de coordonner les services d'orientation professionnelle, y compris de mettre en œuvre les programmes destinés à

assurer et à améliorer la synergie entre école et entreprise et à accompagner les élèves dans leurs transitions, notamment de l'école au monde du travail. En outre, cette direction doit veiller à ce que les conseillers, les travailleurs sociaux, les psychologues et autres personnels spécialisés assurent des interventions efficaces, adaptées aux besoins des élèves et de leurs familles. La direction doit promouvoir les activités éducatives et culturelles dans le contexte de l'éducation et formation tout au long de la vie (loi sur l'éducation de 1988, telle qu'amendée par la loi XIII de 2006).

L'entrée en vigueur des dispositions relatives à la nouvelle direction des services éducatifs a consolidé les activités menées depuis l'introduction du programme national obligatoire minimal (ministère de l'éducation, 1998). Le ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi a piloté un important processus de réforme au sein du secteur de l'éducation, dans le but de renforcer le système éducatif "en le transformant en un nouveau cadre qui lui permettra de répondre de manière plus appropriée, efficace et synchronisée aux besoins de nos enfants, de nos familles et de notre pays" (p. xii). Pour mettre en œuvre cette transformation, le ministère de l'éducation a demandé un examen de l'orientation professionnelle au sein des établissements scolaires maltais. Cet examen a donné lieu à la publication d'un document de politique intitulé "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (ministère de l'éducation, 2007). Ce document a pour but de donner une nouvelle impulsion à l'orientation professionnelle au sein du système d'enseignement obligatoire maltais en clarifiant le rôle des services d'orientation professionnelle, en formulant des recommandations sur la mise en place d'une infrastructure d'orientation professionnelle adéquate et en précisant la manière dont ces services pourraient être dispensés avec davantage de professionnalisme.

En vertu des amendements apportés en 2006 à la loi sur l'éducation de 1988 et dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique d'orientation professionnelle, une nouvelle convention collective a été signée entre le gouvernement et le Syndicat maltais des enseignants. Cette convention prévoit la création de nouveaux postes qui garantiront la fourniture efficace de services d'orientation professionnelle dans les établissements scolaires, et notamment une offre de divers services de soutien pour les élèves. Le document de politique d'orientation professionnelle (ministère de l'éducation, 2007) préconise de recruter diverses catégories de personnels qualifiés, dont des conseillers (*counsellors*), des conseillers stagiaires (*trainee counsellors*), des conseillers de collège (*college counsellors*), des conseillers d'orientation professionnelle (*career advisors*), des conseillers d'orientation professionnelle stagiaires (*trainee career advisors*) et des conseillers d'orientation professionnelle de collège (*college career advisors*). Un document ultérieur intitulé "Services aux élèves au sein de la direction des services éducatifs: cadre opératoire" (ministère de l'éducation, 2007) expose le nouveau cadre des services aux élèves que les autorités éducatives entendent mettre en place afin d'améliorer les prestations d'orientation professionnelle.

## RESPONSABILITÉS

Les responsabilités liées à la fourniture de services d'information, d'orientation et de conseil pédagogiques et professionnels sont partagées entre le ministère de l'éducation et le ministère des affaires sociales.

Le ministère de l'éducation joue un rôle de premier plan dans ce domaine. Il délègue les tâches d'organisation à la direction des services éducatifs. Au niveau du ministère des affaires sociales, c'est l'Agence pour l'emploi et la formation (*Employment and Training Corporation* – ETC) qui est chargée des services d'orientation destinés aux demandeurs d'emplois, jeunes et adultes, ainsi qu'aux individus ayant des besoins particuliers. L'ETC compile d'importants ensembles de données sur l'emploi (tel le baromètre de l'emploi) et, en 2004, elle a publié un précieux "manuel pour une orientation professionnelle soucieuse de l'égalité entre hommes et femmes".

## Objectifs nationaux

Les services d'orientation professionnelle doivent doter tous les individus des compétences et connaissances nécessaires pour prendre, tout au long de leur vie, des décisions judicieuses concernant leur carrière. Les objectifs nationaux de l'orientation professionnelle, tels qu'énoncés dans le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007), sont les suivants: élargir l'accès aux services d'orientation professionnelle et assurer la cohérence de l'offre entre les secteurs de l'éducation et de l'emploi; mettre en place une structure d'orientation claire, définissant les rôles et les fonctions des praticiens de l'orientation; assurer une transition sans heurts de l'enfance à l'adolescence et à l'âge adulte, grâce à une structure d'orientation propice à l'apprentissage tout au long de la vie; recentrer les services sur la demande, et non plus sur l'offre; élargir la gamme des prestations; collecter, mettre en forme et publier des données de recherche sur l'orientation professionnelle; renforcer les mesures de responsabilisation, afin que les services d'orientation professionnelle produisent des résultats plus probants.

Une telle structure organisationnelle pour l'orientation professionnelle permettra d'aider les élèves: à mieux se connaître et à comprendre les influences dont ils sont l'objet; à explorer les possibilités d'études, de formation et de travail; à s'informer sur les changements et les transitions; à mener une réflexion sur les images stéréotypées associées aux emplois; à apprendre par l'expérience; à comprendre l'importance d'étudier et de se former tout au long de la vie.

## L'ÉDUCATION À L'ORIENTATION DANS LE CURRICULUM

L'éducation à l'orientation dans les établissements scolaires, dans sa forme actuelle, vise dans une large mesure à aider les élèves à prendre des décisions importantes à des étapes spécifiques, tout particulièrement au cours des dernières années de l'enseignement secondaire, lorsqu'ils effectuent leur choix de filière et commencent à se documenter sur les établissements d'enseignement postsecondaire ou les perspectives d'emploi (Sultana, 2004). Les personnels chargés des services d'orientation et de conseil au sein des établissements d'enseignement secondaire sont de deux types: les enseignants d'orientation (*guidance teachers*) et les conseillers scolaires (*school counsellors*). Leurs rôles respectifs sont différents à maints égards. On compte un enseignant d'orientation pour 300 élèves. Les enseignants d'orientation ont pour mission de fournir aux élèves, individuellement ou en groupe, une orientation pédagogique et professionnelle. Ils consacrent la moitié de leur temps de travail à l'enseignement de leur matière et l'autre moitié à des tâches d'orientation. Ils sont également chargés de gérer une salle réservée à la diffusion de l'information sur les parcours éducatifs et les possibilités de carrière (qui

existe dans environ la moitié des établissements scolaires), de gérer le système de dossiers scolaires et d'organiser des séminaires pour les élèves, les enseignants et les parents ainsi que des rencontres avec des représentants du monde du travail, des élèves du secondaire supérieur, etc. Une attention particulière est accordée aux élèves aux étapes déterminantes de leurs études, notamment à la fin de l'enseignement obligatoire et lors de la transition vers le secondaire supérieur, au moment où ils doivent choisir leurs options dans l'enseignement obligatoire, ainsi que lors des transitions d'un niveau d'enseignement à un autre et de l'éducation au monde du travail.

Au niveau central, au sein de l'unité des services d'orientation et de conseil, les conseillers scolaires sont chargés d'assurer les prestations d'orientation dans différents établissements scolaires. Leurs tâches sont différentes de celles des enseignants d'orientation et sont centrées sur le développement personnel des élèves (tout particulièrement ceux qui leur sont envoyés par les enseignants, par les chefs d'établissement, par les enseignants d'orientation ou même par les parents). Ils organisent des séances de conseil avec les élèves qui en ont besoin et travaillent parfois avec les parents, voire avec toute la famille, afin de mieux aider l'élève. Si nécessaire, ils aiguillent les élèves vers d'autres services ou/et spécialistes. Dans le cadre de leur programme de prévention, ils organisent des discussions sur divers thèmes présentant un intérêt particulier pour l'établissement concerné. En outre, les conseillers scolaires sont chargés de superviser et d'assister les enseignants d'orientation, de collaborer avec eux, ainsi que d'assurer des formations et d'organiser des séminaires de perfectionnement professionnel à leur intention.

Bien que les conseillers scolaires soient attachés à l'unité centrale, chacun d'eux est chargé d'un certain nombre d'établissements scolaires et passe au minimum trois jours par semaine dans un ou plusieurs établissements. Ils n'ont pas de charge d'enseignement et ils interviennent dans les établissements scolaires du primaire comme du secondaire.

### **Activités et programmes d'orientation**

Dans les établissements scolaires maltais, des activités d'orientation spécifiques sont organisées pour les élèves. Les principales activités, telles que décrites dans le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007), sont exposées ci-après.

### **Discussions de transition et exercice d'options en 6<sup>e</sup> année**

Chaque année, les enseignants d'orientation et le conseiller scolaire organisent des rencontres pour les parents et les élèves de toutes les classes de 6<sup>e</sup> année. Ces rencontres ont pour objet d'informer les élèves et les parents sur:

- les implications éducatives de la transition du primaire au secondaire;
- les missions des services d'orientation et de conseil ainsi que les différents rôles du conseiller scolaire et des enseignants d'orientation;
- les choix de matières, afin que les élèves effectuent les choix le plus documentés possible (certains collèges invitent des enseignants de diverses matières à venir présenter aux élèves et aux parents les options disponibles).

## **Exercice d'options en 2<sup>e</sup> année du secondaire**

En 2<sup>e</sup> année du secondaire, les élèves sont de nouveau invités à réfléchir à leurs choix de matières en fonction de leurs intérêts, de leurs aptitudes et de leurs résultats. Dans chaque établissement, les enseignants d'orientation consacrent beaucoup de temps à l'organisation d'entretiens, individuels et collectifs, afin d'aider les élèves à effectuer les meilleurs choix possibles. De plus, les enseignants d'orientation collaborent avec les enseignants des différentes matières et les associent aux entretiens avec les parents et les élèves.

## **Activités d'orientation professionnelle**

Des séminaires, des journées d'information sur les professions et des visites d'entreprises sont prévus pour les élèves inscrits en dernière année de l'enseignement obligatoire. En règle générale, ces activités sont organisées au niveau de l'établissement par les enseignants d'orientation/les conseillers scolaires. Elles sont complétées par un programme de "visites d'orientation professionnelle" et par des séminaires sur les professions organisés par l'unité centrale des services d'orientation et de conseil. Toutes ces activités sont organisées en coopération avec d'autres acteurs.

## **Programme "Choix"**

L'Agence maltaise du tourisme (*Malta Tourism Authority – MTA*) a mis en place un programme intitulé "Choix", qui vise à promouvoir les métiers de l'hôtellerie et du tourisme. Ce programme comporte des visites d'hôtels, de restaurants, d'agences de voyages et de lieux historiques pour les élèves du secondaire. La MTA organise ces visites en collaboration avec les enseignants d'orientation.

## **Études de suivi des élèves**

Les enseignants d'orientation recueillent des informations de suivi sur les élèves qui achèvent l'enseignement obligatoire. Ces informations sont importantes pour les responsables chargés de la planification de l'enseignement, qui disposent ainsi de données sur le nombre d'élèves qui poursuivent des études ou une formation après leur scolarité obligatoire et sur les choix qu'ils effectuent.

## **Prestations individuelles**

Les enseignants d'orientation dispensent aux élèves qui en ont besoin des prestations individuelles afin de les aider à examiner leurs sentiments et leurs préoccupations, à analyser les informations qu'ils ont pu recueillir et à résoudre tout éventuel problème d'ordre émotionnel lié au choix d'une matière ou d'une profession. Ils s'occupent également des divers problèmes rencontrés dans la vie quotidienne de l'établissement, tels que les brimades, l'absentéisme, le manque de motivation, ou autres difficultés personnelles auxquelles peuvent se trouver confrontés les élèves en milieu scolaire.

## **Programmes liés au monde du travail**

### **Projet de coopératives scolaires (Scoops)**

Une initiative qui s'attache à faire le lien entre école et monde du travail est le projet de coopératives scolaires (*Co-ops in Schools Project – Scoops*), qui est mené hors du secteur

formel de l'orientation et qui a été lancé en octobre 1995. Ce projet, qui fait partie intégrante des programmes éducatifs extracurriculaires, met l'accent sur l'entrepreneuriat et le travail indépendant. Ses objectifs sont les suivants: sensibiliser les élèves et les enseignants aux activités coopératives; développer les compétences entrepreneuriales des élèves; renforcer les compétences personnelles et sociales des élèves.

### **Observation au poste de travail**

Bien qu'il n'existe aucune instruction officielle concernant l'observation au poste de travail, certains enseignants d'orientation prennent l'initiative d'organiser une semaine d'activités de ce type pour les élèves, tout au moins durant leur dernière année de scolarité obligatoire. Ces activités ont pour objet: de familiariser les élèves avec le monde du travail; de sensibiliser les élèves sur les compétences personnelles et interpersonnelles nécessaires pour l'exercice d'une activité professionnelle, quelle qu'elle soit; de motiver les élèves pour qu'ils poursuivent leurs études et qu'ils s'engagent dans le parcours professionnel de leur choix.

### **Entreprise pour les jeunes**

Dans l'enseignement postobligatoire, tout particulièrement dans le secondaire supérieur, les élèves participent à l'initiative "Entreprise pour les jeunes" (*Young Enterprise*). Le but de cette initiative est d'inspirer les jeunes, de leur faire comprendre et apprécier le rôle des entreprises, au travers de projets commerciaux pratiques destinés à développer les attitudes et les compétences nécessaires pour la réussite de leur parcours professionnel, pour l'apprentissage tout au long de la vie et pour l'employabilité. Cette initiative est parrainée par des entreprises privées. Il est prévu de la compléter par un programme destiné aux élèves du primaire, afin d'aider ces derniers à mieux comprendre l'importance du commerce, de l'économie et de la formation sur le lieu de travail.

Cette initiative s'articule en six programmes séquentiels et thématiques, un par année scolaire, qui font partie du curriculum et qui sont destinés à faire comprendre aux élèves la manière dont les individus assument leur rôle de citoyen, de consommateur et de travailleur. Grâce à des livres d'histoires, à des jeux de rôles, à des visites de terrain, à des activités ludiques, à l'utilisation de technologies, etc., les élèves sont mis en contact avec le monde de l'entreprise et avec des professionnels qui, à titre bénévole, les initient aux termes, aux concepts et aux fondamentaux de l'entreprise, d'une manière adaptée à leur jeune âge.

### **Stages organisés dans le cadre du curriculum**

Il n'existe pas de recommandations officielles concernant l'organisation de stages dans le cadre du curriculum pour l'enseignement obligatoire. Toutefois, les programmes de stages font partie intégrante de l'enseignement professionnel postobligatoire.

## **AUTRES FORMES D'ACTIVITÉS/DE SERVICES D'ORIENTATION**

### **Contacts avec le monde professionnel**

L'Agence pour l'emploi et la formation (*Employment and Training Corporation – ETC*) offre des services d'information et de conseil destinés à aider les jeunes et les adultes dans leur recherche d'emploi. Les élèves inscrits en dernière année de l'enseignement obligatoire



peuvent être invités à se rendre dans une antenne de l'ETC afin de se familiariser avec les services offerts. La section "Jeunes" de l'ETC, qui s'adresse spécifiquement aux adolescents et aux jeunes adultes de 16 à 24 ans, fournit des services d'information, de conseil et d'orientation sur l'emploi et les professions.

L'ETC s'appuie sur une approche éducative, la priorité étant d'accompagner les jeunes et de les aider à réussir leur insertion professionnelle. De plus, elle propose aux utilisateurs de ses services des formations et des stages pratiques. L'ETC a récemment lancé à l'échelon national une stratégie pour l'emploi des jeunes comportant diverses mesures dont certaines sont déjà mises en œuvre, telles que l'élaboration d'un plan d'action et le profilage individuels, l'orientation professionnelle, des cours visant à développer les compétences de recherche d'emploi, des outils de recherche d'emploi, des dispositifs d'expérience professionnelle, des cours de formation, des formations en apprentissage, des stages et des bourses de formation. Dans le cadre de cette stratégie, il est également prévu de mettre en place un programme d'aide à l'emploi (cofinancé par le FSE au titre de la période 2007-2013), un programme pour l'emploi des jeunes destiné à améliorer l'employabilité et à faciliter l'insertion professionnelle, un dispositif de rotation de postes, un dispositif d'expérimentation professionnelle, ainsi qu'un programme de formation de base pour l'emploi (qui vise à doter les jeunes sortis de l'enseignement obligatoire sans aucune qualification des compétences de base pour l'emploi). Par ailleurs, l'ETC a mis en place en collaboration avec les établissements scolaires un projet intitulé *Reach*. Ce projet, mené au sein même des établissements, s'adresse aux élèves de 15 et 16 ans qui affichent un absentéisme fréquent; il comporte diverses actions spécifiques visant à les réintégrer dans le système scolaire.

### Services d'orientation à l'école

Le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007) relève que de nombreuses activités d'orientation professionnelle sont déjà menées dans les établissements scolaires maltais mais que la plupart de ces activités sont centrées sur les périodes de transition des élèves. Aussi ce document préconise-t-il d'inscrire résolument les actions dans une perspective d'orientation professionnelle tout au long de la vie. Il s'agit de se départir progressivement de ce centrage sur l'appui fourni aux élèves dans leurs décisions immédiates au profit d'une approche plus holistique englobant le développement de compétences qui aideront les élèves et étudiants à effectuer des choix de carrière plus judicieux tout au long de leur vie. Les trois propositions principales formulées dans ce document concernent: 1) les structures organisationnelles, 2) l'éducation à l'orientation professionnelle, 3) les normes de qualité.

En ce qui concerne les **structures organisationnelles**, le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007) préconise d'organiser les services d'orientation professionnelle en deux structures complémentaires, l'une interne au système éducatif et l'autre externe.

Au sein du système éducatif, l'idée est d'instaurer une nouvelle structure pour les professionnels de l'orientation professionnelle, où différentes catégories de personnels dispenseront différents services: les conseillers (*counsellors*) s'occuperont des problèmes personnels, tandis que les conseillers d'orientation professionnelle (*career advisors*) seront



exclusivement chargés de l'organisation et de la mise en œuvre des activités d'orientation professionnelle. Cette proposition a d'ores et déjà été accueillie favorablement et un pas supplémentaire a été franchi avec la nouvelle convention collective, qui prévoit la nomination de conseillers stagiaires (*trainee counsellors*) et de conseillers d'orientation professionnelle stagiaires (*trainee career advisors*). Ces postes permettront d'assurer la formation professionnelle en cours d'emploi des individus qui choisissent de s'engager dans ces professions, ainsi que la disponibilité permanente des ressources humaines nécessaires à la fourniture de ces services.

La structure externe indépendante préconisée dans le document de politique, à savoir le Centre national d'orientation professionnelle (*National Career Guidance Centre – NCGC*), aura plusieurs missions, dont la recherche, la diffusion de l'information sur les professions et l'évaluation de la qualité. Le NCGC devra s'instaurer en centre d'excellence pour l'orientation professionnelle à Malte. Il devra faciliter les transitions en matière d'études, de formation et d'emploi de tous les individus, et plus particulièrement des élèves et étudiants, afin d'inscrire l'orientation professionnelle dans une perspective d'orientation tout au long de la vie. Plus spécifiquement, les missions du NCGC seront les suivantes: promouvoir et garantir des services d'orientation professionnelle de haute qualité, conseiller les pouvoirs publics sur le développement de la politique d'orientation, gérer les initiatives nationales relatives à l'orientation professionnelle, compléter, soutenir et intégrer les services d'orientation professionnelle, nouer des liens avec l'Agence pour l'emploi et la formation et avec les partenaires sociaux, assurer une meilleure synergie entre les milieux de l'éducation et le monde du travail, développer et diffuser des matériels de soutien à l'orientation pour les praticiens, collecter, mettre en forme et diffuser l'information sur les professions.

**L'éducation à l'orientation professionnelle** fait partie intégrante de l'orientation professionnelle, dès lors qu'elle dote les élèves des connaissances sur le marché du travail et des compétences nécessaires pour effectuer les choix concernant leurs études/formation, leur vie personnelle et leur carrière.

Les cours d'éducation à l'orientation professionnelle doivent garantir le droit des élèves à l'orientation. Même si, dans le système éducatif maltais, le thème du travail est intégré à diverses matières (par exemple études sociales, développement personnel et social, études européennes et enseignement commercial), il n'y a pas de programme global du primaire à la fin du secondaire qui garantirait que les élèves entament une réflexion sur leurs attitudes et leurs croyances concernant le monde du travail et, partant, qui leur permettrait de développer les compétences et les connaissances dont ils auront besoin pour s'engager dans la trajectoire professionnelle de leur choix.

En conséquence, le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007) préconise:

- de dispenser l'éducation à l'orientation professionnelle dans le cadre d'un programme subsumé, qui serait incorporé au cours de développement personnel et social (*Personal and Social Development – PSD*). Ce dernier devrait être remanié afin de faire une plus large place à l'éducation à l'orientation et, dès lors, réintitulé "développement personnel, social et professionnel" (*Personal, Social and Career Development – PSCD*). Dans le curriculum, le PSD offre un espace de dialogue,

d'apprentissage démocratique, d'apprentissage expérientiel et de réflexion critique, qui sont des éléments essentiels de l'éducation à l'orientation professionnelle;

- d'instaurer un programme d'éducation à l'orientation professionnelle axé sur le développement de l'individu, qui débiterait dès le plus jeune âge et se poursuivrait tout au long de la vie. Pour chaque année d'enseignement, Le document précise le nombre minimal d'heures qui devraient y être consacrées;
- d'instaurer une coopération entre les différentes catégories de professionnels chargés de l'orientation professionnelle: au sein de chaque établissement, les enseignants de PSCD devraient travailler en collaboration avec un coordinateur d'orientation professionnelle de collège (*college career coordinator*) et avec les conseillers d'orientation professionnelle, afin de garantir que les cours d'éducation à l'orientation complètent les autres prestations d'orientation.

Des **normes de qualité** élevées sont nécessaires pour garantir que les utilisateurs obtiennent les meilleurs services d'orientation professionnelle possibles et, dès lors, les mesures relatives à la qualité doivent avoir pour objet d'améliorer les compétences et de délimiter les frontières propres à une pratique professionnalisée.

Le document "Politique d'orientation professionnelle pour les établissements scolaires" (2007) souligne que les praticiens de l'orientation professionnelle devraient être suffisamment qualifiés et qu'ils devraient s'engager résolument dans la formation professionnelle continue. L'élaboration d'un code déontologique et le développement de normes de qualité permettront d'instaurer des normes minimales de professionnalisme et garantiront aux utilisateurs les meilleurs services possibles.

Il est possible d'instaurer et de maintenir des normes de qualité élevées grâce à l'adoption d'indicateurs appropriés permettant d'évaluer l'impact des services. Ces indicateurs seraient notamment construits à partir des données relatives: au nombre d'utilisateurs des services, ainsi qu'aux caractéristiques de ces utilisateurs; aux différents besoins des différentes catégories d'utilisateurs; aux taux de satisfaction des utilisateurs, ainsi qu'aux variations de ces taux en fonction des caractéristiques des utilisateurs.

L'approbation d'un diplôme de conseiller de deuxième cycle et le diplôme de deuxième cycle en orientation et développement professionnels tout au long de la vie, diplômes délivrés par l'université de Malte, vont dans le sens d'une actualisation des compétences et connaissances des praticiens de l'orientation et d'une garantie de qualité des services.

## QUALIFICATIONS DU PERSONNEL CHARGÉ DE L'ORIENTATION

### Dans les écoles

Tous les enseignants d'orientation ont suivi une formation d'enseignant et obtenu au moins un diplôme de premier cycle (*Bachelor's Honours*) en sciences de l'éducation. Ils ne sont pas tenus de posséder de qualification spécifique en orientation mais un certain nombre d'entre eux ont suivi une formation supérieure spécialisée à l'université de Malte. Cette formation, d'une durée de deux ans à temps partiel, débouche sur le diplôme d'orientation et de conseil (*Diploma in Guidance and Counselling*). Entre 2002 et 2004, l'université de Malte

a organisé un programme conduisant au diplôme en orientation et conseil professionnels (*Diploma in Occupational Guidance and Career Counselling*). En février 2006, l'université a introduit un programme conduisant au diplôme de deuxième cycle en orientation et développement professionnels tout au long de la vie (*Post-graduate Diploma in Lifelong Career Guidance and Development*), dans le but d'améliorer les services spécialisés d'orientation professionnelle à Malte. Ce programme s'adresse aux titulaires d'un diplôme de premier cycle en sciences de l'éducation qui souhaitent se spécialiser dans l'orientation professionnelle. Pour y être admis, les candidats doivent (a) être titulaires d'un diplôme reconnu de premier cycle, de préférence dans une discipline apparentée, telle que les sciences de l'éducation ou la psychologie, et (b) démontrer au jury, lors d'un entretien, qu'ils possèdent les qualités requises pour suivre ce programme, notamment (i) les aptitudes et dispositions nécessaires pour la profession et, de préférence, (ii) une expérience professionnelle dans un domaine en lien avec l'orientation.

Les enseignants d'orientation participent à des actions de formation continue durant l'été ainsi qu'à des séances de perfectionnement professionnel une fois par mois. Les enseignants candidats à un tel poste qui ne possèdent pas de qualification en orientation doivent se soumettre à un entretien au cours duquel sont prises en compte leurs qualifications, leur expérience professionnelle, leurs références et leur personnalité. Les diplômés en orientation candidats à un premier poste passent également un entretien. Les candidats diplômés en orientation qui ont déjà occupé des fonctions d'enseignant d'orientation sont automatiquement nommés à un poste sans entretien. La nomination est renouvelable tous les deux ans.

Certains enseignants d'orientation et conseillers scolaires ont suivi une formation complémentaire à l'étranger et obtenu un *master* en orientation professionnelle. Les candidats à un poste de conseiller scolaire doivent justifier de dix ans d'expérience de l'enseignement, avoir occupé un poste d'enseignant d'orientation durant cinq ans et posséder les qualifications professionnelles requises. Ces qualifications sont le plus souvent un diplôme de conseiller de premier ou deuxième cycle délivré par l'université de Malte ou par une université étrangère (certains sont titulaires d'un *master*).

Dans le cadre de la réforme visant à transformer le système éducatif en un réseau de collèges, et conformément à l'accord conclu en 2007 entre le gouvernement et le Syndicat maltais des enseignants, les services d'orientation et de conseil seront réorganisés. Le poste de conseiller scolaire sera progressivement supprimé et remplacé par les postes de conseiller (*counsellor*) et de conseiller de collège (*college counsellor*). Les candidats à un poste de conseiller devront être titulaires d'un premier diplôme en sciences de l'éducation, travail social, encadrement de jeunes ou autres domaines apparentés, ainsi que d'un diplôme de deuxième cycle ou *master* ou autre qualification de l'enseignement supérieur dans le domaine du conseil. De plus, ils devront justifier d'au moins deux années de pratique supervisée du conseil dans une structure pour enfants et adolescents. Les conseillers seront responsables devant le conseiller de collège et seront chargés d'interventions de soutien au niveau du collège auprès des élèves, des autres personnels et des parents, dans le primaire et le secondaire. Les conseillers de collège seront recrutés parmi les conseillers qualifiés ayant occupé durant quatre ans un poste de conseiller dans un établissement accrédité. Deux autres types de postes seront créés: celui de conseiller d'orientation professionnelle

(*career advisor*) et celui de conseiller d'orientation professionnelle de collège (*college career advisor*). Les conseillers d'orientation professionnelle interviendront dans le primaire et le secondaire et seront chargés d'aider les élèves, les autres personnels et les parents, de manière à assurer une meilleure continuité du parcours éducatif des élèves et à améliorer la pratique professionnelle. Les postes seront pourvus par voie d'appels de candidatures ouverts à tous les titulaires d'un premier diplôme en sciences de l'éducation, travail social, encadrement de jeunes, psychologie ou autre domaine apparenté et d'un diplôme en orientation professionnelle ou équivalent. Les conseillers d'orientation professionnelle de collège seront recrutés parmi les conseillers d'orientation professionnelle justifiant d'au moins quatre années d'exercice de la fonction ou parmi les enseignants titulaires d'un diplôme d'orientation professionnelle justifiant d'au moins quatre années d'expérience de l'orientation et du conseil professionnels dans un établissement scolaire accrédité. En outre, le ministère de l'éducation, de la culture et de la jeunesse prévoit de recruter des conseillers d'orientation professionnelle stagiaires et des conseillers stagiaires.

### **Dans d'autres services d'orientation**

Les conseillers pour l'emploi attachés au service public de l'emploi, à savoir à l'Agence pour l'emploi et la formation (ETC), doivent être titulaires d'un diplôme ou autre qualification de l'enseignement supérieur dans un domaine en lien avec l'orientation – essentiellement en sciences sociales –, tel que le travail social, la psychologie, la gestion des ressources humaines, la sociologie ou l'encadrement de jeunes. La majorité des conseillers pour l'emploi ont suivi le programme préparant au diplôme d'orientation et de conseil professionnels lorsque celui-ci a été proposé en 2002. D'autres conseillers pour l'emploi ont récemment obtenu le diplôme de deuxième cycle en orientation et développement professionnels tout au long de la vie, introduit en 2006.

### **COOPÉRATION ENTRE ÉCOLES, MONDE DU TRAVAIL, PARENTS ET AUTRES ACTEURS**

Les différents acteurs chargés de l'éducation à l'orientation travaillent dans un climat de coopération. Par exemple, les établissements scolaires organisent des rencontres entre les parents et les anciens élèves pour discuter des choix de carrière. Cette coopération prend également la forme de séminaires, de visites d'entreprises, etc., auxquels participent des représentants du monde du travail (voir sections ci-dessus).

### **ACCÈS À L'INFORMATION SUR L'ORIENTATION**

L'utilisation de l'internet pour l'orientation et le conseil est essentiellement limitée à la diffusion d'informations sur les sites web consacrés aux parcours éducatifs et aux possibilités de formation. Les services d'orientation et de conseil disposent de leur propre portail (<http://schoolnet.gov.mt/guidance/default.html>), qui offre des informations sur les études et formations postobligatoires ainsi que sur les possibilités d'emploi et ouvre des liens vers d'autres ressources. De nombreux établissements d'enseignement postobligatoire ont leur propre site web. Pour l'instant, il n'existe pas de portail national d'accès à l'offre éducative nationale.

Le service public de l'emploi dispose aussi de son propre site web ([www.etc.gov.mt](http://www.etc.gov.mt)), qui fournit des informations sur les possibilités d'emploi et de formation. De plus, l'ETC administre le site web d'EURES Malte ([www.euresmalta.com.mt](http://www.euresmalta.com.mt)). Ces deux sites offrent des services tant aux employeurs qu'aux demandeurs d'emploi. Le service le plus utile en matière d'information sur les professions est la base de données sur les parcours professionnels du site d'EURES Malte, où les utilisateurs peuvent consulter une centaine de parcours professionnels. Le site web de l'ETC contient aussi de nombreuses informations destinées aux demandeurs d'emploi, dont un guide de plan d'action personnel, qui fournit une aide et des conseils à la recherche d'emploi.

### Quelques références web

<http://schoolnet.gov.mt/guidance/default.html>

[www.youngenterprise.org.mt](http://www.youngenterprise.org.mt)

<http://www.scoops.org.mt/>

<http://www.etc.gov.mt>

### Sources

Cedefop (2004). *Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe*. Thessalonique: Cedefop.

Employment and Training Corporation [Agence pour l'emploi et la formation] (2008). *Youth Strategy 2008-2009*. Malte: document non publié.

Eurybase; Eurydice.

Malta: Government of Malta

Ministry of Education, Youth and Employment [ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi] (2007). *Career Guidance Policy for Schools*. Malte: Salesian Press.

Ministry of Education, Youth and Employment [ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi] (2007). *Student Services within the Directorate for Educational Services: A Framework of Operation*. Malte: ministère de l'éducation.

Ministry of Education, Youth and Employment [ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi] (1994). *Agreement between the Government and the Malta Union of Teachers*. Malte: ministère de l'éducation.

Ministry of Education, Youth and Employment [ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi] (2007). *Agreement between the Government and the Malta Union of Teachers*. Malte: ministère de l'éducation.

Directorate for Educational Services [direction des services éducatifs] (2008). *Letter Circular SSD 12/08 Applications for Guidance Teachers in State Schools*. Malte: ministère de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports.

Education Act (1988). *Chapter 327 of the Laws of Malta*. Disponible à l'adresse suivante: [www.education.gov.mt/ministry/doc/pdf/edu\\_laws\\_2007/chapt327.pdf](http://www.education.gov.mt/ministry/doc/pdf/edu_laws_2007/chapt327.pdf)

Sultana, R.G. (2003). *Lifelong guidance and the European challenge – Issues for Malta*. Malte: Euroguidance Malte.

Sultana, R.G. (2003). *Review of career guidance policies in 11 acceding and candidate countries*. Italie: Fondation européenne pour la formation (ETF).

Sultana, R.G. (2004). *Politiques d'orientation dans la société de la connaissance. Tendances, défis et réponses en Europe*. Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes.